



## Synthèse politique

**Résumé :** Ce document vise à attirer l'attention des dirigeants et décideurs politiques dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest et les institutions régionales sur l'importance d'intégrer l'adaptation aux changements climatiques (les réponses au climat réel ou prévu et à ses effets afin de réduire les répercussions négatives ou de tirer profit des opportunités) à la planification du développement côtier. Il souligne les avantages à court terme et à long terme de cette intégration et fournit des recommandations pour tirer profit du processus de Planification de l'adaptation au niveau national (PAN) en vue d'intégrer efficacement l'adaptation. Les acteurs techniques des pays côtiers de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), y compris les agents de liaison nationaux pour la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ont participé à un atelier pour discuter de ces problèmes. Ce document fait part des conclusions et des recommandations issues de l'atelier dans un format ciblé et réalisable pour les dirigeants. Bien que les recommandations de la politique soient basées sur l'opportunité de la PAN dans le contexte de la zone côtière de l'Afrique de l'Ouest, elles peuvent également être pertinentes pour les pays côtiers d'autres régions.

### L'IMPORTANCE DES ZONES CÔTIÈRES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

#### Le développement côtier revêt une importance critique aussi bien au niveau local, national que régional

La majorité de la population (85 %) et de l'activité économique (93 %) dans les États membres de la CEDEAO est concentrée dans les 12 pays côtiers sur seulement 49 % de la région. Les pays côtiers de la CEDEAO ne se trouvent pas tous au même stade de développement, avec un PIB par habitant allant de 141 USD au Libéria à 3 695 USD au Cap-Vert.<sup>1</sup> En dépit de leurs différences, ces pays partagent des priorités communes en matière de développement, comme celles d'assurer des systèmes de transport et de communications efficaces, ainsi qu'un approvisionnement fiable en énergie. Les zones côtières revêtent une importance critique dans ces pays et abritent :

- 25 à 80 % de la population de chaque pays, soit au total plus de 88 millions de personnes.<sup>2</sup>
- La plus grande ville de chaque pays, y compris quatre des plus grandes villes de la sous-région : Lagos, Abidjan, Dakar et Accra.

- Les principaux ports et installations industrielles, les principales portes d'entrée commerciales à destination et en provenance de l'Afrique de l'Ouest, soit plus de 150 milliards USD en termes de commerce annuel.<sup>3</sup>
- Une valeur agricole ajoutée allant de 9 à 67 % du PIB et un tourisme totalisant 2 % du PIB en moyenne, pour une valeur allant respectivement jusqu'à 130 et 7,3 milliards USD annuels.<sup>4</sup>
- La pêche, avec des prises annuelles de plus de 1,85 million de tonnes métriques, correspondant à plus de 600 millions USD en recettes d'exportation et contribuant à la sécurité alimentaire.<sup>5</sup>
- Des services d'écosystème fournis par 48 % de tous les secteurs de paléotuviers en Afrique et 45 sites Ramsar couvrant 7,5 millions d'hectares.
  - ⊕ Protègent les rivages et l'infrastructure côtière au moyen de l'absorption de l'énergie marémotrice.
  - ⊕ Permettent de ralentir l'écoulement, d'emprisonner les sédiments et de filtrer les contaminants venant de l'intérieur.
  - ⊕ Servent de pépinières pour de nombreux établissements dans les pêcheries commerciales.<sup>7</sup>

Au Sénégal, la pêche fournit 30 % du total des recettes d'exportation.<sup>6</sup>

On estime qu'environ 5 millions de personnes en Afrique de l'Ouest vivent entre 0 et 3 mètre(s) au-dessus du niveau de la mer. Les grandes villes comme Banjul, Abidjan, Tabaou, Grand Bassam, Sassandra, San Pedro, Lagos et Port Harcourt sont toutes situées au niveau de la mer et sont très vulnérables.<sup>8</sup>



## LES ZONES CÔTIÈRES SONT TRÈS VULNÉRABLES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'impact des changements climatiques se fait déjà sentir et devrait s'intensifier sur l'ensemble de la région. Ces impacts toucheront tous les secteurs, en combinaison avec d'autres facteurs existants non liés au climat, comme la pollution ou le développement mal planifié. Voir ci-dessous pour des exemples d'impacts possibles en Afrique de l'Ouest.

Compte tenu de ces impacts, il est essentiel de tenir compte de l'adaptation au changement climatique lors de la planification du développement côtier. L'intégration de la PAN exige un effort global et concerté faisant participer les parties prenantes de tous les niveaux et de multiples secteurs. En Afrique de l'Ouest, des efforts transfrontaliers et régionaux sont également nécessaires pour aborder des priorités communes et partagées. Pourquoi faire cet effort, et comment ?

### ÉLÉVATION DU NIVEAU DE LA MER

Le niveau de la mer devrait monter en moyenne de 48 cm d'ici à 2100,<sup>9</sup> ce qui entraînera les situations suivantes en Afrique de l'Ouest :

- Accélération de l'érosion côtière
- Inondation des zones à basse altitude
- Élévation accrue des ondes de tempête en raison de l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des tempêtes
- Salinisation des sols et de l'eau
- Dégradation et modification des écosystèmes
- Changements dans les niveaux d'eaux souterraines
- Pertes d'infrastructure
- Migration involontaire
- Activité économique réduite
- Risques sanitaires accrus

Le taux moyen d'érosion au Ghana est déjà de 1,58 m/an<sup>10</sup>

### CHANGEMENTS DE pH ET DE TEMPÉRATURE Océaniques

Les changements de pH et de température océaniques devraient augmenter l'acidité de 0,06 à 0,32 et les températures de surface de 0,6 à 2 °C d'ici à 2100, ce qui aura les conséquences suivantes :<sup>11</sup>

- Changements dans l'habitat marin et d'estuaire causant une modification de la distribution et de la survie de la faune et de la flore
- Contribution à une augmentation de la fréquence et de l'intensité des tempêtes et des inondations

Au Sénégal, la sardinelle, l'espèce la plus importante en matière de revenus et de sécurité alimentaire, se déplace déjà vers le nord en raison du réchauffement de l'eau<sup>12</sup>

### CHANGEMENTS DES PRÉCIPITATIONS ET MONTÉE DES TEMPÉRATURES

Des précipitations extrêmes plus intenses et plus fréquentes, une température moyenne plus élevée > 2 °C et des pics de chaleur plus fréquents d'ici à 2100<sup>13</sup> dans les zones côtières et intérieures peuvent entraîner des changements dans les ressources d'eaux souterraines et de surface, ainsi que les conséquences suivantes :

- Pénurie d'eau
- Dégradation des terres et des zones humides
- Diminution de la production agricole et aquacole
- Déplacement des populations (dont un déplacement accéléré vers les villes côtières)
- Conflits entre les humains, les secteurs et les pays
- Effets nuisibles sur la compétitivité

## POURQUOI PROCÉDER À UNE INTÉGRATION ?

### Avantages de l'intégration de l'adaptation dans la planification du développement côtier

- Favorise l'investissement stratégique de ressources de développement limitées pour mettre en œuvre des mesures efficaces, proactives et préventives, et éviter une « mauvaise adaptation » et des mesures moins efficaces et réactives. Par exemple, en établissant une nouvelle infrastructure loin des zones vulnérables à l'élévation du niveau de la mer, il est possible de réduire le besoin de mesures coûteuses et moins efficaces telles que des remparts marins à l'avenir.
- Garantie que les efforts d'adaptation soutiennent et sont harmonisés avec les objectifs globaux du développement côtier.
- Encourage le dialogue et l'engagement entre les secteurs visant à comprendre ce qui relie les secteurs et à répondre aux préoccupations partagées sur les changements climatiques. Par exemple, les ressources en eau sont une nécessité pour la plupart des secteurs côtiers, tels que le tourisme, l'agriculture et l'aquaculture. En adoptant une approche intégrée, il est possible de mieux comprendre de quelle façon les impacts sur le secteur de l'eau peuvent affecter ces autres secteurs, ainsi que les avantages potentiels des actions d'adaptation pour l'ensemble des secteurs.
- Permet le renforcement précoce et stratégique de la capacité institutionnelle et une sensibilisation du public à la PAN. Les efforts régionaux en Afrique de l'Ouest peuvent fournir à la communauté mondiale un exemple de planification du développement efficace et résistante aux phénomènes climatiques :

- ⊕ Conseiller les autres et apprendre des autres
- ⊕ Maximiser les ressources de soutien externes disponibles
- ⊕ Améliorer les positions et les capacités de négociation nationales et régionales sur les questions transfrontalières et mondiales.

### VOIR LE PROCESSUS DE PLANIFICATION DE L'ADAPTATION AU NIVEAU NATIONAL (PAN) COMME UNE OPPORTUNITÉ

Le processus PAN a été établi dans le cadre de la CCNUCC pour faciliter l'identification des besoins d'adaptation long terme, et le développement et la mise en œuvre des stratégies visant à satisfaire ces besoins.

- Enraciné dans des priorités de développement nationales et intégré dans des cadres et budgets institutionnels, il peut aller de l'avant tout en étant pleinement appuyé et institutionnellement intégré dans le programme de développement du pays.
- Plus qu'un plan, il s'agit d'un processus itératif et adaptatif appartenant au pays qui exige un engagement clair et continu. Le processus est une manière efficace de renforcer la capacité institutionnelle et d'améliorer les environnements favorables.
- Il permet aux pays d'aborder les risques à court terme même pendant qu'ils envisagent les besoins d'adaptation à moyen et long termes (20 à 25 ans). Il influence la planification continue du développement, pour s'assurer que les décisions prises aujourd'hui favorisent une résilience à court et long termes, et n'accroissent pas la vulnérabilité future. Par exemple, le choix de récoltes qui résistent aussi bien aux variations climatiques actuelles qu'aux changements climatiques à plus long terme.

- Il s'appuie sur les leçons apprises dans le cadre du processus d'élaboration des Programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation (PANA), qui avait mis l'accent sur l'identification des besoins immédiats en matière d'adaptation et les réponses à court terme.
- Il fournit une occasion d'intégrer l'adaptation dans la planification sectorielle, incluant de ce fait les risques liés au climat dans les plans de développement et assurant le développement face au changement climatique. En outre, il aide à favoriser la planification sectorielle entre les secteurs.
- Le soutien au processus PAN est disponible via un certain nombre de donateurs multilatéraux et bilatéraux.

## INTÉGRATION DE L'ADAPTATION DANS LE DÉVELOPPEMENT DES ZONES CÔTIÈRES

Vous trouverez ci-dessous les recommandations pour l'Afrique de l'Ouest en fonction des résultats de l'atelier de juin 2013, ainsi que les leçons apprises lors des processus PAN dans d'autres régions et divers efforts en matière de traitement et d'intégration des enjeux climatiques.

### Recommandations de politique au niveau national

- Intégrer le changement climatique dans la planification et l'élaboration de politiques côtières
  - ⊕ Le processus PAN représente une occasion d'intégrer les enjeux climatiques dans le développement côtier et la planification sectorielle aux niveaux national et sous-national. L'intégration permet une approche plus cohérente et systématique à l'égard de la planification côtière résistante aux phénomènes climatiques, plutôt qu'une approche fragmentée qui est centrée sur un regroupement d'activités d'adaptation cloisonnées. Cette approche contribue à s'assurer que les efforts d'adaptation soutiennent les objectifs de développement compréhensifs et à plus long terme des pays.
  - ⊕ En intégrant les enjeux climatiques dans les mandats d'un ensemble plus large d'institutions qui travaillent sur les problèmes côtiers, l'intégration contribue également à mettre en lumière les impacts intersectoriels des changements climatiques et les réponses à ces changements, aussi bien dans les zones côtières qu'entre les zones côtières et les zones intérieures.
- Exploiter les processus et ressources existants
  - ⊕ Plutôt que de développer un processus parallèle distinct, une approche intégrée permet aux pays de développer, d'exploiter et d'améliorer la planification côtière et les processus et ressources politiques.
- Faire participer les différentes parties prenantes
  - ⊕ Puisque la PAN sert à l'intégration du changement climatique, il est important que les différentes parties prenantes soient impliquées pendant toute la durée du processus, et que le processus PAN ne soit pas seulement confiné à un ministère ou une agence gouvernementale. Il faudra rassembler différents secteurs ainsi que différents groupes, tels que les commissions nationales de planification, les ministres des Finances, les chercheurs, les techniciens, les membres de la communauté locale, et le secteur privé.

- Favoriser l'appropriation du processus
  - ⊕ Pour qu'il soit réussi, le processus PAN exige le soutien et l'adhésion des parties prenantes. Le développement d'un sentiment d'appropriation parmi les parties prenantes, en particulier les décideurs et experts du secteur, fait partie intégrante du processus. Pour faciliter l'engagement et l'appropriation, les opinions des parties prenantes doivent être recueillies et intégrées dans le processus, et leurs rôles doivent être clairement définis en fonction de leurs mandats.
- Assurer la continuité du processus
  - ⊕ L'institutionnalisation du processus PAN par un décret ou une loi contribue à s'assurer que le processus, qui est à long terme et continu, ne soit pas ralenti par un changement politique.
  - ⊕ Le développement de systèmes qui permettent la continuité au niveau des dirigeants peut aider à garantir que l'information est partagée, accessible et maintenue à l'intérieur du processus, et qu'elle n'est pas perdue quand les individus le quittent. Cela permet de faire le lien entre les activités passées et futures, et de s'assurer que le processus PAN n'est pas interrompu.
- Relier la stratégie à la mise en œuvre
  - ⊕ Afin qu'une PAN dépasse le stade de la stratégie, il faut prendre en compte la mise en œuvre dès le début. Dans cette optique, il est important d'identifier les ressources nécessaires (par ex. financement, capacité) et les moyens de les obtenir. Tout aussi important, il faut développer une plateforme de surveillance et de signalement transparente et responsable pour mesurer les progrès, et mettre à jour et modifier la politique et le programme en fonction des nouvelles informations et conditions.

### Recommandations de politique au niveau régional

- Créer une carte de la capacité régionale existante
  - ⊕ Un certain nombre d'institutions régionales ont la capacité de soutenir des aspects spécifiques du processus PAN. Pour exploiter cette capacité, il faut que les pays comprennent quelle capacité existe et comment elle peut les aider à mettre en œuvre leur processus PAN. Il est nécessaire de créer une carte actualisée de la capacité et des initiatives régionales et d'effectuer une mise à jour régulière pour que les pays puissent identifier les organismes régionaux qui peuvent les aider à satisfaire leurs besoins en matière de PAN.



Quai Palmarin Ngallou, un village sur la « Petite côte » du Sénégal en 2011. Photo de Jim Tobey

- Favoriser le dialogue entre les pays et les institutions régionales
  - ⊕ Grâce à un dialogue régulier entre les pays côtiers et les institutions régionales, les pays peuvent formuler leurs besoins directement auprès des institutions régionales. Ainsi, les institutions régionales peuvent développer des produits et services qui répondent mieux aux besoins des pays.
- Coordonner au niveau régional
  - ⊕ Les impacts des changements climatiques sont similaires dans de nombreux pays côtiers. Dans certains cas, les mêmes impacts peuvent avoir des conséquences transfrontalières. La coordination régionale des hauts dirigeants (par ex., les ministères des Finances) et l'harmonisation des politiques peuvent aider à éviter la mauvaise adaptation et à favoriser les actions d'adaptation coordonnées qui soutiennent une vision partagée du développement régional à long terme.
- Partager les données et informations
  - ⊕ La coordination de la recherche et la mise en commun des données et informations entre les pays côtiers peuvent faciliter l'identification des lacunes au niveau régional et aider à les combler, grâce à la compréhension des impacts transfrontaliers, ainsi qu'à l'apprentissage de chaque pays dans la gestion d'impacts de changement climatique similaires. Cela contribue aussi à favoriser une utilisation plus ciblée des ressources limitées au niveau régional. Cependant, il sera peut-être nécessaire d'établir des protocoles applicables au niveau régional pour la collecte, la distribution et la conservation des données.



**Lagos, Nigeria**

USAID. 2014. Climate-resilient development: a guide to understanding and addressing climate change. USAID. Washington, DC. ([www.usaid.gov/climate/adaptation/guidance-and-resources](http://www.usaid.gov/climate/adaptation/guidance-and-resources))

USAID. 2013. West Africa Coastal Climate Change National Adaptation Planning Workshop Proceedings. USAID. Washington, DC.

LDC. 2012. Best practices and lessons learned in addressing adaptation in the least developed countries through the national adaptation programme of action process. Volume 1. LDC. Bonn, Allemagne. ([http://unfccc.int/essential\\_background/library/items/3599.php?such=j&symbol=FCCC/GEN/263%20E#beg](http://unfccc.int/essential_background/library/items/3599.php?such=j&symbol=FCCC/GEN/263%20E#beg))

LDC. 2012. Best practices and lessons learned in addressing adaptation in the least developed countries through the national adaptation programme of action process. Volume 2. LDC. Bonn, Allemagne. ([http://unfccc.int/essential\\_background/library/items/3599.php?such=j&symbol=FCCC/GEN/278%20E#beg](http://unfccc.int/essential_background/library/items/3599.php?such=j&symbol=FCCC/GEN/278%20E#beg))

## NOTES

1. Banque mondiale. (2012). Disponible à l'adresse : <http://data.worldbank.org/indicator>.
2. Banque mondiale (2012) et fiches d'informations nationales préparées pour cet atelier.
3. La Banque mondiale (2012) utilisant une estimation prudente de valeur d'importation/exportation de 50 % via les ports.
4. Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEANU). (2012). Harnessing Agricultural Potential for Growth and Development in West Africa. Commission économique pour l'Afrique des Nations unies.
5. Tall, Dr Amadou. (2007). Global Fish Trade Overview and Fish Marketing in ECOWAS.
6. Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) (2013). Green Economy and Trade: Fisheries and Aquaculture. Programme des Nations unies pour l'environnement.
7. La Convention Ramsar sur les zones humides est disponible à l'adresse : [http://www.ramsar.org/cda/en/ramsar-home/main/ramsar/1\\_4000\\_0\\_\\_](http://www.ramsar.org/cda/en/ramsar-home/main/ramsar/1_4000_0__)
8. USAID/ARCC. (2013). Background Paper for The ARCC West Africa Regional Climate Change Vulnerability Assessment. African and Latin American Resilience to Climate Change Project. Tetra Tech, ARD.
9. Pour la période 2081-2100 relative à la période 1850-1900. IPCC. (2013). Working Group 1 Contribution to the 5th Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, Summary for Policymakers.
10. Wiafe, George. (2013). Présentation pendant l'atelier.
11. Pour la période 2081-2100 relative à la période 1850-1900. IPCC. (2013). Working Group 1 Contribution to the 5th Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, Summary for Policymakers.
12. Deme, M., Thiao, D., Fambaye, N.S., Sarre, A. et H.D. Diadiou. 2012. Dynamique des Populations de Sardinelles en Afrique du Nord-Ouest : Contraintes Environnementales, Biologiques et Socio Économiques. USAID/COMFISH Project, Senegal, University of Rhode Island, Narragansett, RI 125pp.
13. IPCC. (2013).

## Recommandations de politique aux niveaux national et régional

- Adopter une approche à l'égard de l'adaptation qui va au-delà des différents secteurs et géographies
  - ⊕ Les priorités en matière de développement sont multisectorielles, et les secteurs côtiers et les autres secteurs économiques sont étroitement liés. Par exemple, en Afrique de l'Ouest, il existe des interdépendances étroites entre des secteurs clés tels que l'agriculture, la pêche, l'eau, l'énergie, le tourisme et la gestion côtière intégrée. L'adoption d'une approche qui prend en compte les impacts sur l'ensemble des secteurs et géographies permet d'éviter les actions d'adaptation sectorielles qui ont des conséquences involontaires dans d'autres secteurs, ainsi que les actions d'adaptation menées dans un seul emplacement qui peuvent avoir des effets nuisibles sur une zone géographique différente ou plus étendue.

## RESSOURCES

LDC Expert Group (LEG). 2013. The national adaptation plan process – A brief overview. LEG. Bonn, Allemagne. ([http://unfccc.int/essential\\_background/library/items/3599.php?such=j&symbol=FCCC/GEN/283%20E#beg](http://unfccc.int/essential_background/library/items/3599.php?such=j&symbol=FCCC/GEN/283%20E#beg))

LEG. 2013. Affiche de la PAN. LEG. Bonn, Allemagne. ([http://unfccc.int/adaptation/workstreams/national\\_adaptation\\_programmes\\_of\\_action/items/7279.php](http://unfccc.int/adaptation/workstreams/national_adaptation_programmes_of_action/items/7279.php))

LEG. 2012. National adaptation plans – Technical guidelines for the national adaptation plan process. LEG. Bonn, Allemagne. ([http://unfccc.int/essential\\_background/library/items/3599.php?such=j&symbol=FCCC/GEN/288%20E#beg](http://unfccc.int/essential_background/library/items/3599.php?such=j&symbol=FCCC/GEN/288%20E#beg))



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE

THE  
UNIVERSITY  
OF RHODE ISLAND  
GRADUATE SCHOOL  
OF OCEANOGRAPHY



*Cette publication a été rendue possible grâce à l'agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development ou USAID). Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement les vues de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.*